

2. Combien de puits le contrat vise-t-il dans chaque cas?

M. Judd Buchanan (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): 1 et 2. Voici la liste des réserves indiennes de la Saskatchewan, ainsi que le nombre de puits en cours de forage dans chacune par la société *Anderson Drilling*, d'Assiniboia (Saskatchewan).

Réserves indiennes	Nombre de puits
Littlepine	9
Moosomin	5
Poundmaker	7
Red Pheasant	7
Mosquito	5
Sweetgrass	7
Thunderchild	8
Salteaux	4
Onion Lake	14
Water Hen	4
Ministikwan	3
Mudie Lake	3
Bighead	2
Meadow Lake	4
Little Red River	3
Denare Beach	3
Sturgeon Lake	3
Sioux Wahpaton	3
Big River	8
James Smith	8
Moose Woods	3
Piapot	4
Muscowpetung	2
Peepeekisis	5
Okanese	2
Starblanket	3
Little Black Bear	2
Wood Mountain	2
Gordons	4
Poorman	4
Day Star	1
Muskowekwan	6
Fishing Lake	2
Nut Lake	2
Kinistino	1
Total 35	153

L'ORDINATION AU MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Question n° 2058—**M. Robinson:**

1. Le ministère de l'Industrie et du Commerce est-il équipé d'un dispositif de traitement automatique de l'information et, dans l'affirmative, depuis quand?

2. Quel en a été le coût initial?

3. Combien, estime-t-on, coûtera par année le traitement de l'information au Ministère?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): 1. Oui, le ministère de l'Industrie et du Commerce a loué du matériel de traitement automatique des données depuis la formation du ministère, le premier avril 1969.

2. Pour l'exercice financier 1969-1970, les frais de location étaient de \$114,997.13

3. Le ministère poursuit actuellement une étude approfondie pour déterminer les services d'ordinateur dont il aura besoin dans l'avenir. Par conséquent, on ne peut donner une réponse définitive pour le moment.

LES SUBVENTIONS À LA MALLETTE-ROY MILLS LIMITED

Question n° 2059—**M. Broadbent:**

Au cours des cinq dernières années, un ministère de l'État a-t-il consenti un prêt ou accordé une subvention ou une autre forme d'aide financière à *Mallette-Roy Mills Limited* ou à une société d'un nom semblable, dans les environs de Timmins (Ontario)?

M. J. A. Jerome (secrétaire particulier du président du Conseil privé): Oui. Le ministère de l'Expansion économique régionale.

TAXATION DES BOISSONS ALCOOLIQUES

Question n° 2060—**M. Fortin:**

1. A-t-on l'intention de modifier la structure fiscale des boissons alcooliques au Canada?

2. A-t-on reçu des mémoires ou des représentations pour modifier cette structure fiscale et, dans l'affirmative, de la part de qui?

3. Quels sont pour chacune des dix dernières années les revenus provenant de la taxation fédérale des boissons alcooliques?

M. J. A. Jerome (secrétaire particulier du président du Conseil privé): Le ministère des Finances et le ministère du Revenu national m'informent comme suit: 1. C'est une question de politique gouvernementale. Si le gouvernement décidait de proposer une modification visant à modifier l'imposition des boissons alcooliques, elle serait annoncée en temps utile.

2. Oui, pendant l'année 1970, du 1^{er} janvier au 17 juin, un mémoire a été reçu. Il a été présenté par l'Association des distillateurs du Canada.

3. Voir la réponse au paragraphe 1 de la question n° 1999.